

Fil d'actu du RAEMH

Février 2023



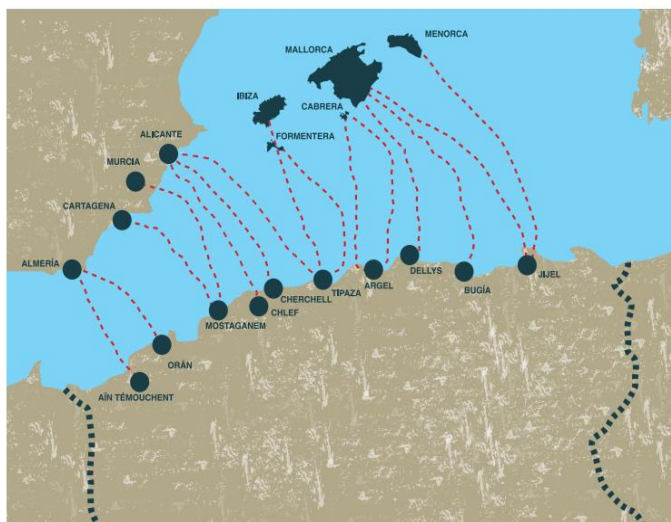
01 Tendances migratoires	1
02 Gestion des frontières	2
03 Dans les pays de « destination »	4
04 Contexte socio-politique - faits marquants	5



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances migratoires

RUTA ARGELINA DEL MEDITERRANEO OCCIDENTAL



Publication d'un rapport de l'organisation espagnole Caminando Fronteras sur la **route entre l'Algérie et l'Espagne** (« [Mur de l'indifférence, la route algérienne en Méditerranée occidentale](#) »), mal connue et « invisible » selon l'ONG.

Et pourtant, en 2022, 2.637 personnes parties d'Algérie ont atteint les îles Baléares, contre 2.400 en 2021, 1.464 en 2020 et 507 en 2019.

Parmi les profils, si la majorité sont de jeunes hommes célibataires (<30 ans), on constate de plus en plus de départ de familles, de femmes seules avec enfants et d'adolescents.

Canaries : [plus de 700 personnes](#) arrivées la première semaine de février à bord de 14 embarcations. Parmi elles, un [canot pneumatique a parcouru les 450 km](#) qui séparent les côtes de Dakhla du sud de Gran Canaria, ce qui constitue une prise de risque inédite sur une telle distance. Des organisations de la société civile dénoncent les conditions de surpopulation et d'isolement social dans lesquelles vivent les personnes nouvellement arrivées et placées dans les centres.

Séisme en Turquie et Syrie: dans les régions frappées par les violents séismes du 6 février [vivaient de nombreuses personnes réfugiées et déplacées ayant fui le conflit syrien](#), la précarité de leurs habitats les expose d'autant plus au danger.

Dans ce contexte de crise humanitaire, alors que [l'Allemagne a annoncé faciliter l'octroi des visas](#) pour les survivants du tremblement de terre ayant de la famille en Allemagne, la [Grèce renforce ses frontières](#), craignant une arrivée massive de réfugiés et déplacés. La Grèce procède actuellement à l'extension du mur qui la sépare de la Turquie, qu'il est prévu de doubler d'ici la fin 2023 (27km aujourd'hui).

02 Gestion des frontières

Coopération internationale & gouvernance

Espagne/Maroc: 12^{ème} [sommet Rabat/Madrid début février](#) au cours duquel ont été signés 19 mémorandum, dont un sur la migration. Dans la déclaration finale, l'Espagne a officiellement ratifié son soutien au plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental et l'ouverture des postes de douane de Ceuta et Melilla, signes clairs d'une volonté de collaboration étroite avec le royaume chérifien après une dernière année tumultueuse sur le plan diplomatique.

Pays Bas/Maroc: [visite du secrétaire d'Etat néerlandais au Maroc](#) au cours de laquelle la

coopération entre les 2 pays sur le dossier migratoire a été évoquée, notamment la question des retours de ressortissants marocains.

Italie/Libye: signature de [2 accords de collaboration portant sur « la lutte contre l'immigration clandestine »](#) qui prévoient la livraison de nouveaux navires aux garde-côtes libyens (premier accord) et la mise en place d'une "force opérationnelle conjointe" chargée des flux migratoires, de la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants (second accord).

Surveillance, refoulements, contrôle

Melilla: la [cour d'appel de Nador a alourdi les peines de prison de 8 personnes](#) ayant pris part à la tentative d'entrée en force, fin juin 2022, dans l'enclave espagnole de Melilla. Les membres du groupe ont ainsi écopé de trois à quatre ans de prison ferme.

Algérie/France: condamnation de 3 personnes accusées de [faire venir en France des ressortissants algériens](#) pour les exploiter dans le trafic de drogues et de cigarettes contrefaites, ou les obliger à réaliser des cambriolages. C'est au travers du témoignage des victimes de ce réseau, elles-mêmes en situation irrégulière, que le démantèlement a été possible.

Italie: Suite à une plainte déposée en Novembre 2022 par un groupe de 35 migrants, le [tribunal de Catane a jugé "illégal" le décret adopté fin 2022 par le gouvernement italien](#) qui autorisait uniquement les migrants les plus vulnérables à débarquer, après une opération de sauvetage en Méditerranée: *« Il est clair que parmi les obligations internationales assumées par notre pays, il y a celle de fournir une assistance à chaque naufragé, sans distinction sur la base de la santé, »* a souligné le tribunal.

Intelligence Artificielle: des organisations de la société civile ont lancé une [campagne d'information](#) visant à plaider pour que le décret européen sur l'Intelligence Artificielle assure la protection des personnes en mobilité, quel que soit leur statut administratif.

Disparitions & sauvetages

Italie: le navire de sauvetage de MSF, le [Geo Barents a été une nouvelle fois bloqué au quai](#) d'Ancône pour 20 jours et contraint à payer une amende de 10.000 euros, pour « ne pas avoir fourni toutes les informations demandées avant leur dernier débarquement », le 17 février dernier. L'ONG fait appel de cette décision.

Expulsions - retours

Frontex: l'agence européenne a annoncé qu'elle mobiliserait [100 millions d'euros en 2023](#) pour augmenter le nombre d'expulsions de personnes en situation irrégulière.

Italie: révélations par le site [LightHouse Reports](#) que des demandeurs d'asile (dont des enfants) ont été détenus à bord de navires commerciaux pour faciliter leur refoulement (illégal) d'Italie vers la Grèce.

Commission européenne: dans son [rapport annuel](#) (2021, publié récemment) évaluant le niveau de coopération de certains pays tiers en matière de "réadmission", la [Commission a notifié que plusieurs pays tiers réclamaient, dans](#)

[le cadre des procédures relatives aux expulsions de leurs concitoyens depuis l'UE, des informations considérées comme "confidentielles"](#) en vertu des cadres juridiques européens ou nationaux (par exemple, des informations sur les procédures d'asile, des informations médicales ou des casiers judiciaires)". Côté africain, c'est le cas de l'Algérie, Côte d'Ivoire, RDC, Égypte, Ghana, Guinée, Mali, Maroc, le Nigeria, Sénégal, Somalie, le Soudan, Tunisie. Aussi le rapport souligne que certains pays acceptent comme preuve d'identité "les profils de médias sociaux et les contacts téléphoniques", voire même des « transferts d'argent » (cas du Nigeria).

Relocalisation

UE: Le [programme de relocalisation volontaire](#), qui avait pour ambition de redistribuer entre différents pays membres les personnes arrivées dans les pays frontaliers de l'UE, fonctionne au ralenti. Sur les 8.000 relocalisations prévues, [seules 207 personnes ont été concernées depuis le lancement du programme en juin 2022](#). Toutes ont été transférées depuis l'Italie. La Commission identifie certains obstacles à ce mécanisme, comme par exemple la préférence

de certains pays pour certaines nationalités d'origine (cas de la Norvège), ou encore « éviter tout lien direct avec les opérations de recherche et de sauvetage menées par les navires des ONG » dans les profils des candidats. Au regard du nombre de personnes reçues entre janvier et novembre 2022 en Grèce (13.000), en Espagne (29.000) ou en Italie en 2022 (105.000), l'objectif de 8.000 personnes semble pourtant bien faible.

Détention

Italie: la Fondation migrantes et Caritas en [Toscane s'opposent à l'ouverture d'un centre de rétention avant expulsion](#) à Florence, dénonçant que ce type de centre sont devenus de véritables 'lieux de détention' pour les personnes qui y séjournent pendant une période prolongée en attendant d'être rapatriées.

France: [L'association La Cimade a cessé toute activité au centre de rétention administrative du](#)

[Mesnil-Amelot](#) pour dénoncer une recrudescence de violences et de trop nombreux dysfonctionnements, dont des expulsions de demandeurs d'asile. La "systématisation" des obligations de quitter le territoire français (OQTF) pousse la police aux frontières à placer en rétention des personnes qui en sont parfois protégées, sans examen préalable de leur situation.

03 Dans les pays de « destination »

Séjour - asile

Afghanistan/Finlande : Après le Danemark et la Suède, la Finlande accorde désormais [automatiquement le statut de réfugiées aux femmes et filles afghanes](#), en raison de l'aggravation de la situation qui leur est imposée par les Taliban en Afghanistan.

Ukraine/France : un an après le démarrage du conflit en Ukraine, le [sort des étudiants et sportifs africains](#) qui ont dû fuir le pays reste difficile, du moins pour ceux/celles venus en France. Exclue de la protection temporaire (attribuée aux citoyens ukrainiens), sans possibilité de travail et pour la majorité ayant dû interrompre leur parcours universitaire, ils souffrent de la discrimination vis-à-vis des étrangers non ukrainiens. Nombreux sont ceux qui ont reçu un ordre de quitter le territoire (OQTF) et peu ont obtenu un titre de séjour temporaire.

Belgique / Pays Bas : Un [juge néerlandais a refusé de renvoyer un demandeur d'asile en Belgique](#), arguant que cet homme ne pourrait pas obtenir un accueil - pourtant légalement garanti - en Belgique, du fait du manque de place d'hébergement dans le pays.

Espagne : le Congrès s'apprête dans les prochaines semaines à débattre de la [proposition citoyenne lancée par la plateforme « RegularizaciónYa »](#) qui plaide pour [une opération de régularisation massive à échelle nationale](#).

France : le [nouveau projet de loi sur l'immigration](#) a été présenté en conseil des ministres et sera discuté au Sénat en mars. Pour le moment, le projet rencontre les réticences tous les bords politiques. Il prévoit notamment de faciliter les régularisations de travailleurs en situation irrégulière (pour les secteurs « en tension »); accélérer le délais d'instruction des demandes d'asile ; conditionner l'obtention d'une carte de séjour pluriannuelle à la maîtrise d'un niveau minimal de français ; renforcer les possibilités d'expulsion, en particulier des étrangers délinquants.

Italie : un récent décret prévoit une [hausse des quotas pour l'octroi des permis de travail](#) passant de 69.700 en 2022 à 82.705 en 2023. Plus de la moitié seront réservés au travail saisonnier. Le travail domestique n'est pas inclus dans les quotas de permis de travail, bien qu'il s'agisse de l'un des secteurs les plus importants pour les travailleurs non européens.



[Dans son rapport annuel sur le mal-logement en France, la Fondation Abbé Pierre](#) alerte sur la situation des femmes migrantes, parfois contraintes de se prostituer pour se loger et rembourser leurs dettes aux passeurs.

Intégration

Tunisie : si les discours racistes et haineux se sont multipliés ces derniers temps en Tunisie, c'est maintenant le [chef de l'Etat Kaïs Saïed qui a tenu lui-même des propos véhéments](#) contre les communautés étrangères originaires d'Afrique subsaharienne. Dans un communiqué, celui-ci déclarait : « *Il existe un plan criminel pour changer la composition du paysage démographique en Tunisie, et certains individus ont reçu de grosses sommes d'argent pour donner la résidence à des migrants subsahariens* ». L'Union Africaine a fermement condamné ces propos. Certains militants expliquent ces déclarations par une stratégie du Président pour désigner un responsable [étranger] de la grave crise économique que traverse le pays.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Actualités sociales, politiques, économiques

Elections générales: cette année, [10 pays africains organiseront des élections présidentielles](#): Libye, Soudan, Sud Soudan, Nigeria, Sierra Leone, Liberia, RDC Gabon Zimbabwe et Madagascar.

Visite du Pape: déplacement du Pape François en [RDC](#) et [Sud Soudan](#) au début du mois de février, très attendu dans ces deux pays en proie à des crises humanitaires des plus préoccupantes.

Afrique du Nord

Tunisie: [vague d'arrestations de personnalités proches de l'opposition](#) d'une ampleur sans précédent, relançant les inquiétudes sur une dérive autoritaire du régime dans un contexte social et économique de plus en plus dégradé.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso: Le 17 février dernier, [51 militaires ont été tués](#) lors d'« intenses combats » avec un « groupe armé terroriste » dans le nord du pays, à la frontière malienne. L'intensité des attaques djihadiste ne cesse d'augmenter, entre 30 et 40 par semaine en moyenne actuellement, contre 20 à 30 il y a un an. Ce contexte met en difficulté le gouvernement central, qui avait justement pris le pouvoir lors du renversement du président Roch Marc Christian Kaboré en 2021, jugé incapable de faire face à la menace sécuritaire. [L'ONG MSF a pour sa part annoncé la suspension de l'ensemble de ses activités](#) dans le pays suite à une attaque ayant fait 2 morts parmi son personnel, expliquant qu'un temps de réflexion pour évaluer les risques dans le pays était nécessaire.

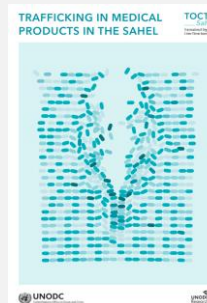
Après une visite dans le pays voisin, le premier ministre burkinabé Apollinaire Kyélem de Tambela a proposé la [création d'une « fédération » entre son pays et le Mali](#); Aucune réaction officielle n'a été rapportée du côté des autorités maliennes.

Guinée: Après un appel à manifester et des troubles qui ont fait 2 morts mi-février dans la banlieue de Conakry, la junte au pouvoir [a menacé d'interdire les principaux partis politiques](#). Rappelons que les manifestations sont interdites dans le pays depuis 2022. Quelques jours après le dramatique incident, le chef de la junte, le colonel Mamady Doumbouya, a réaffirmé qu'il quitterait le pouvoir à l'issue de la transition fin 2024.

Nigeria: après une [campagne électorale houleuse](#) menée dans un [contexte de grave crise](#) économique et sécuritaire, le candidat du parti au pouvoir, [Bola Tinubu, a remporté l'élection](#) présidentielle. Des retards dans le décompte et d'importantes défaillances dans le transfert électronique des résultats,



Selon une [enquête menée par le PNUD](#), c'est le manque d'emploi plus que l'idéologie religieuse qui permet aux groupes djihadistes et autres extrémistes violents d'attirer de plus en plus de recrues en Afrique subsaharienne indique l'ONU. Une étude similaire avait été menée en 2017.



Dans son [dernier rapport sur les menaces induites par le crime organisé](#), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) décrit les conséquences de l'intense trafic de médicaments contrefaits dans les pays du Sahel, alimenté par la pénurie de produits pharmaceutiques, la dépendance envers les importations et la complicité de multiples réseaux clandestins et officiels. 270.000 personnes meurent chaque année en Afrique subsaharienne pour avoir consommé des médicaments antipaludiques falsifiés et de qualité inférieure. En outre les décès de 169.271 enfants dans la région sont attribués à l'usage d'antibiotiques contrefaits pour traiter la pneumonie sévère de jeunes malades.

expérimenté pour la première fois au niveau national, ont alimenté les inquiétudes et des accusations de fraudes. Depuis le retour de la démocratie en 1999, le Nigeria a organisé 7 élections nationales, quasiment toutes été contestées.

Afrique de l'Est

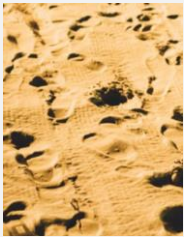
Erythrée : dans un [communiqué, Human Right Watch](#) révèle que le gouvernement éthiopien a infligé des punitions, ces derniers mois, aux membres des familles de milliers de réfractaires ou déserteurs présumés, dans le cadre d'une campagne intensive de conscription forcée. Pour

rappel, l'Érythrée applique une [politique de service national à durée indéterminée](#), comprenant une conscription obligatoire dans les rangs de l'armée

Afrique centrale

Cameroun : [scandale d'Etat](#) suite à l'assassinat du journaliste Arsène Salomon Mbani Zogo, dans lequel [seraient impliquées les plus hautes sphères](#). Les actions corrompues de plusieurs personnalités politiques du pays étaient régulièrement dénoncées par le journaliste radio, particulièrement autour de la question de la succession du Président actuel Paul Biya.

Migrations environnementales



Dans une récente [recherche, l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact climatique](#) (Allemagne) analyse l'influence de la croissance économique sur la migration en agissant sur le niveau des revenus nationaux. Le document souligne que le changement climatique maintient de nombreuses personnes dans la pauvreté, ce qui [rend plus difficile pour elles de migrer](#). Le changement climatique prive ainsi les populations d'un moyen important de s'adapter et accroît le fossé entre riches et pauvres.

